

## Vieillesse, invalidité, décès

### Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois en vigueur: 1946 (assurance vieillesse et survivants), 1959 (assurance invalidité), 1982 (prévoyance professionnelle obligatoire).

**Régime universel d'assurance sociale; en outre, régime de prévoyance professionnelle obligatoire**

(1 dollar des E.-U. = 1,29 franc)

### Champ d'application

Régime de base: Toutes les personnes domiciliées en Suisse ou y exerçant une activité lucrative.

Affiliation volontaire des citoyens suisses résidant à l'étranger.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Travailleurs salariés dont le salaire annuel dépasse 23 880 francs. Dès le 1/7/1997, les chômeurs (pour les risques invalidité et décès).

Assurance volontaire des travailleurs indépendants.

### Sources de financement

**Assuré:** Régime de base: Travailleurs salariés, 4,2% du salaire pour vieillesse et survivants, 0,7% pour invalidité. Travailleurs indépendants, 7,8% du revenu pour vieillesse et survivants, 1,4% pour invalidité (réduction du taux des cotisations selon barème dégressif).

Prévoyance professionnelle obligatoire: Le taux varie entre 7 et 18% (selon le sexe et l'âge) de la part du salaire comprise entre 23 880 et 71 640 francs.

**Employeur:** Régime de base: 4,2% des salaires pour vieillesse et survivants; 0,7% pour invalidité.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Somme des cotisations au moins égale à celle des cotisations des assurés.

**Gouvernement:** Régime de base: Subventions annuelles couvrant 20% du coût vieillesse (17% du gouvernement fédéral et 3% des cantons), et 50% du coût invalidité (3/4 du gouvernement fédéral, 1/4 des cantons).

Prévoyance professionnelle obligatoire: Néant.

Pas de plafond des salaires pour le calcul des cotisations du régime de base.

### Conditions d'attribution

**Pension de vieillesse:** Régime de base: 65 ans (hommes) ou 62 ans (femmes). L'âge de la retraite

des femmes passera à 63 ans en 2001 et à 64 ans en 2005. Pour pension complète, cotisations versées dès l'âge de 21 ans; pension partielle si durée d'assurance incomplète. Minimum des cotisations: 1 an.

**Pension d'invalidité:** Pension complète si invalidité de 66,6%; demi-pension si invalidité de 50%; quart de pension si invalidité de 40% (demi-pension si invalidité de 40% dans des cas sociaux). Pour la pension complète, cotisations versées dès l'âge de 21 ans. Minimum des cotisations: 1 an.

**Pension de survivants:** Pour pension de veuve/veuf complète, versement des cotisations par le défunt dès l'âge de 21 ans. Minimum des cotisations: 1 an.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Pension de vieillesse: 65 ans (hommes) ou 62 ans (femmes). Pensions d'invalidité et de survivants (veuve et orphelins) également payables.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Pension de vieillesse:** Régime de base: Si le revenu annuel moyen est inférieur ou égal à 35 820 francs, le montant fixe de la pension est égal à 8 835 francs par an et le montant variable au revenu annuel moyen multiplié par 13/600; s'il est supérieur à 35 820 francs, le montant fixe de la pension est égal à 12 417 francs par an et le montant variable au revenu annuel moyen multiplié par 8/600. Minimum et maximum de la pension: 995 et 1 990 francs par mois. Le montant des deux pensions individuelles versées à un couple ne doit pas excéder 150% du montant maximum de la pension de vieillesse, soit 2 985 francs par mois.

Pension partielle: Fraction de la pension complète, exprimée par le rapport des années de cotisation de l'assuré à celles de sa classe d'âge.

Suppléments pour enfants à charge: Chaque enfant de moins de 18 ans (25 ans si étudiant), 40% de la pension.

Pension extraordinaire sous conditions de ressources pour les nationaux.

Ajustement bisannuel selon les variations des prix et des salaires.

Prévoyance professionnelle obligatoire: 7,2% au moins des fonds accumulés avec les intérêts.

Ajustement aux prix en même temps que l'ajustement des pensions du régime de base.

## Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

**Pension d'invalidité:** Régime de base: Mêmes dispositions que pour pension de vieillesse. Paiement d'une pension complète, d'une demi-pension ou d'un quart de pension selon le degré de l'invalidité.

Pension partielle: Fraction de la pension complète, exprimée par le rapport des années de cotisation de l'assuré à celles de sa classe d'âge.

Supplément pour personnes à charge: Epouse 30% de la pension. Chaque enfant de moins de 18 ans (25 ans si étudiant), 40% de la pension.

Pension extraordinaire sous conditions de ressources pour les nationaux.

Ajustement bisannuel selon les variations des prix et des salaires.

Prévoyance professionnelle obligatoire: 7,2% au moins des fonds que l'assuré aurait accumulés à l'âge normal de la retraite. Pension complète si invalidité de 66 2/3%; demi-pension si invalidité de 50%.

Ajustement aux prix en même temps que l'ajustement des pensions du régime de base.

## Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve:** 80% de la pension de l'assuré si enfants à charge ou si 45 ans et mariée depuis au moins 5 ans au décès de l'assuré. Minimum et maximum: 796 et 1 592 francs par mois. Autres cas de veuvage: somme forfaitaire équivalant à 2 à 5 fois le montant annuel de la pension, selon l'âge au moment du décès de l'assuré et la durée du mariage. Pension de veuf: 80% de la pension de l'assurée si enfants de moins de 18 ans à charge. Minimum et maximum: comme pour la veuve.

**Pensions d'orphelins:** 40% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin âgé de moins de 18 ans (25 ans si étudiant). Pour l'orphelin de père et de mère, 2 fois 40% mais au plus 60% de la pension maximum de vieillesse.

Pension extraordinaire sous conditions de ressources pour les nationaux. Ajustement bisannuel selon les variations des prix et des salaires.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Pension de veuve: 60% de la pension revenant à l'assuré.

Pensions d'orphelins: 20% de la pension revenant à l'assuré pour chaque enfant.

Ajustement aux prix en même temps que l'ajustement des pensions du régime de base.

## Organisation administrative

Régime de base: Département fédéral de l'intérieur: Surveillance générale.

Office fédéral des assurances sociales: Surveillance de l'application. Recouvrement et enregistrement des cotisations et versement des pensions par un réseau décentralisé de caisses de compensation cantonales, professionnelles et de la Confédération. La Centrale de compensation tient le rôle de toutes les personnes assurées.

Prévoyance professionnelle: Office fédéral des assurances sociales et autorités de surveillance cantonales: Surveillance générale.

Institutions de prévoyance professionnelle reconnues (plus de 13 000): Gestion du régime.

## Maladie et maternité

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1911.

Loi en vigueur: 1994 (mise en application 01.01.1996).

**Régime mixte d'assurance obligatoire** (soins) et **facultative** (prestations en espèces)

### Champ d'application

**Soins:** Toute personne domiciliée en Suisse.

**Prestations en espèces:** Toute personne domiciliée en Suisse ou qui y exerce une activité lucrative, âgée de 15 ans révolus, mais de moins de 65 ans peut conclure une assurance d'indemnités journalières.

### Sources de financement

**Assuré:** Soins: Prime unique par caisse dans une même région. Prestations en espèces: Primes variant selon la caisse, les prestations assurées, l'âge d'entrée et les régions.

**Employeur:** Prestations en espèces: Rien en vertu de la loi (certaines conventions collectives imposent à l'employeur une part des cotisations de ses travailleurs).

**Gouvernement:** Soins: Subventions fédérales aux cantons pour la réduction individuelle des primes des personnes de condition économique modeste. Les cantons doivent y apporter un complément minimum. Prestations en espèces: Néant.

## Conditions d'attribution

**Prestations en espèces de maternité:** 270 jours d'affiliation à la caisse sans interruption de plus de 3 mois.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Prestations en espèces de maladie:** Le montant de l'indemnité journalière est fixé d'un commun accord entre l'assureur et l'assuré.

Dues après délai de carence 3 jours, sauf accord contraire, à concurrence d'au moins 720 jours au cours de 900 jours consécutifs.

**Prestations en espèces de maternité:** Dues à concurrence de 16 semaines, dont au moins 8 semaines après l'accouchement.

## Prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Prestations médicales:** Liste exhaustive des prestations en nature fixée dans la loi.

Les assureurs peuvent fournir des prestations supplémentaires par le biais d'assurances complémentaires.

Participation de l'assuré: Franchise par année civile (franchise ordinaire: 150 francs) et 10% des coûts qui dépassent la franchise, jusqu'à concurrence d'un montant maximum annuel. De plus, en cas d'hospitalisation, contribution journalière de 10 francs aux frais de séjour (sauf pour les assurés qui vivent en ménage commun avec un ou plusieurs membres de leur famille).

Pas de participation aux frais en cas de maternité.

Durée: Aucune limite.

## Prestations médicales pour les personnes à charge

**Prestations médicales pour les personnes à charge:** Mêmes prestations en titre propre. L'assurance est individuelle.

## Organisation administrative

Office fédéral des assurances sociales: Surveillance de l'application.

Caisses reconnues et institutions d'assurance privées autorisées à pratiquer l'assurance maladie sociale (144 caisses reconnues): Gestion du régime.

## Accidents du travail et maladies professionnelles

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1911.

Loi en vigueur: 1981.

## Assurance obligatoire auprès d'une institution semi-publique ou privée

### Champ d'application

Travailleurs salariés; affiliation volontaire pour les travailleurs indépendants.

Si le temps de travail ne dépasse pas 12 heures par semaine, l'assurance ne couvre que les accidents du travail (incluant les trajets de et vers le lieu de travail).

### Sources de financement

**Assuré:** Rien pour les accidents du travail et maladies professionnelles (tout le coût de l'assurance contre les accidents d'origine non professionnelle).

**Employeur:** Tout le coût à des taux de contribution variant selon le degré de risque de l'entreprise (entre 0,04% et 13,5%).

**Gouvernement:** Néant.

Plafond des gains pour le calcul des cotisations et des prestations: 97 200 francs par an.

### Conditions d'attribution

**Prestations pour accidents du travail:** Pas de période minimum de stage. Prestations dues pour les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que pour les accidents d'origine non professionnelle.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Prestations d'incapacité temporaire:** 80% du salaire en cas d'incapacité totale de travail; si incapacité partielle, l'indemnité est réduite en conséquence.

Dues après 3 jours de délai de carence, jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

### Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Pension d'incapacité permanente:** 80% du gain si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 2 à 6 fois le salaire journalier assuré maximum selon la gravité de l'infirmité.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète correspondant au degré d'incapacité.

Indemnisation sous forme de somme forfaitaire pour atteinte durable à l'intégrité selon taux fixé par la loi; payable en plus des pensions ci-dessus.

Ajustement bisannuel selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

**Prestations médicales** (accidents et maladies professionnelles): Soins médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques; autres soins nécessaires et frais de transport. Pas de limite de durée.

#### Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve** (accidents et maladies professionnelles): 40% du gain de l'assuré si enfants à charge ou si invalidité à plus de 2/3 ou si 45 ans. Egalement payée au veuf ayant enfants à charge ou invalide.

**Pensions d'orphelins:** 15% du gain pour chaque orphelin de moins de 18 ans (25 ans si étudiant), ou 25% si orphelin de père et de mère.

Autres survivants ayants droit: L'épouse divorcée peut recevoir au maximum 20% du salaire, si obligation d'aliments envers elle.

Maximum des pensions de survivants: 70% du gain (90% si prestations payables et à l'épouse et à l'épouse divorcée).

Allocation funéraire: Somme forfaitaire à concurrence de 1 869 francs.

Ajustement bisannuel selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

#### Organisation administrative

Office fédéral des assurances sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents; compagnies d'assurance privées pour les employeurs soumis à l'assurance obligatoire; caisses publiques d'assurances accidents et caisses de maladie agréées: Gestion du régime.

### Chômage

---

#### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1924.

Loi en vigueur: 1982.

#### Régime d'assurance obligatoire

#### Champ d'application

Travailleurs salariés.

#### Sources de financement

**Assuré:** 1,5% du salaire.

**Employeur:** 1,5% des salaires.

**Gouvernement:** Lorsque le taux de cotisation s'élève à 2% et que la somme des cotisations et des réserves du fonds de compensation ne suffisent pas pour faire face aux engagements courants, la Confédération et les cantons accordent des prêts à un taux équitable.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 97 200 francs par an. Afin d'amortir la dette accumulée à fin 1995: 1% de cotisation supplémentaire pour les salaires compris entre 97 200 et 243 000 francs par an.

#### Conditions d'attribution

**Prestations de chômage:** Prestations de chômage: Etre totalement ou partiellement sans emploi: Etre domicilié en Suisse. 6 mois d'emploi au cours des 2 dernières années; condition non-exigée pour certaines catégories. Etre apte et disposé à accepter un travail convenable. Se présenter une fois par mois à l'office de chômage.

#### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Allocation de chômage:** 79,2% du dernier salaire pour les assurés avec enfants à charge ou dont le salaire ne dépasse pas 3 526 francs; 77,6% ou 79,2% pour les assurés invalides dont le salaire dépasse ou ne dépasse pas 3 526 francs; 67,9% dans tous les autres cas. Payable après un délai de carence de 5 jours. Durée maximum en fonction de l'âge de l'assuré: 150 jours jusqu'à 50 ans; 250 jours entre 50 et 60 ans; 400 jours dès 60 ans. Prolongation à 520 jours pour les assurés disposés à prendre part à une mesure active sur le marché du travail.

Allocation de chômage partiel: 78,4% de la perte de gains en cas de réduction du travail ou en cas d'intempéries, à concurrence de 12 mois respectivement de 6 mois au cours d'une période de 2 ans.

#### Organisation administrative

Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail: Agrément et surveillance des caisses d'assurance chômage.

Office fédéral des assurances sociales: Surveillance des cotisations.

Caisses de chômage cantonales et régionales (caisses publiques): Gestion du régime sur le plan cantonal et régional. En outre, quelques caisses

administrent le régime pour certains groupes professionnels.

Offices régionaux de placement: Placement des personnes sans emploi.

## Prestations familiales

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi fédérale en vigueur: 1952 (agriculture seulement).

Lois cantonales dans tous les cantons adoptées en 1943 et après.

### Régimes liés à l'emploi

### Champ d'application

Régime fédéral: Travailleurs salariés de l'agriculture et petits exploitants agricoles ayant 1 enfant ou plus (allocations familiales) ou mariés (allocation de ménage).

Régimes cantonaux: Travailleurs salariés non agricoles ayant 1 enfant ou plus; dans plusieurs cantons, également certains travailleurs indépendants, y compris les exploitants agricoles. Employeurs normalement affiliés aux caisses d'allocations familiales; dans certains cantons, les employeurs peuvent garantir le paiement.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires.

### Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** Agriculture, 2% des salaires (régime fédéral); activités non agricoles: 0,1% à 5,5% des salaires suivant le canton et la caisse (régimes cantonaux).

**Gouvernement:** Le gouvernement fédéral et les gouvernements cantonaux se partagent le surplus du coût pour les travailleurs agricoles et tout le coût pour les petits exploitants agricoles (2/3 par le gouvernement fédéral, 1/3 par les cantons).

### Conditions d'attribution

**Allocations familiales:** Régime fédéral: Enfant âgé de moins de 16 ans (20 ans si invalide sans toucher une pension d'invalidité, 25 ans si étudiant); dans la plupart des régimes cantonaux: enfant âgé de moins de 16 ans (18 ou 20 ans si invalide; 25 ans si étudiant).

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Allocations familiales:** Régime fédéral, 175 francs (régions de montagne) ou 155 francs (autres régions) par mois pour chacun des 2 premiers enfants; pour le 3<sup>e</sup> et chacun des suivants, 180 francs par mois (régions de montagne) ou 160 francs (autres régions). En plus, allocation de ménage de 100 francs pour chaque travailleur salarié marié.

Régimes cantonaux: Minimum légal de 135 à 294 francs par mois pour chaque enfant selon le canton. Souvent, les caisses paient plus que le minimum légal. Primes de naissance (600 à 1 500 francs) et allocations de formation professionnelle (150 à 378 francs par mois) dans certains cantons. Les allocations de formation remplacent les allocations familiales.

### Organisation administrative

Régime fédéral: Recouvrement des cotisations et versement des allocations par les caisses cantonales d'assurance vieillesse et survivants.

Régimes cantonaux: Administration par de nombreuses caisses d'allocations familiales publiques ou privées et agréées, sous la surveillance des gouvernements cantonaux. D'ordinaire, les employeurs versent les allocations avec le salaire et règlent seulement les excédents ou le déficit avec la caisse.